

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 99 — 2594

[S - C - 99/29426]

**31 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la réglementation relative aux jurys de la Communauté française compétents pour l'enseignement secondaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 6 modifié par les décrets des 5 septembre 1994 et 17 juillet 1998 et l'article 6bis inséré par la loi du 31 juillet 1975 et modifié par le décret du 31 mai 1989;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1990 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 20 février 1995, 9 mai 1995 et 31 décembre 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section : enseignement secondaire supérieur général) modifié par l'arrêté de l'Exécutif des 23 novembre 1990 et 20 novembre 1991 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 30 juin 1994, 20 février 1995, 13 février 1996, 24 février 1997, 6 mai 1997 et 31 décembre 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (troisième section : enseignements secondaires supérieurs technique, artistique et professionnel), modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 23 novembre 1990 et 20 novembre 1991 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 20 février 1995 et 13 février 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 février 1995 relatif à l'octroi du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1997 du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignement secondaire du deuxième degré général, technique de transition et de qualification, artistique de transition et de qualification et professionnel);

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mars 1998 portant nomination des membres non-permanents du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire,

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 avril 1999;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 17 mai 1999 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999,

Arrête :

*Section Ire.* — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section : enseignement secondaire supérieur général)

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section : enseignement secondaire supérieur général), est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. Deux sessions annuelles d'examens sont organisées.

La première session débute le 1<sup>er</sup> septembre et se termine au plus tard le 15 février.

La seconde session débute le 16 février et se termine au plus tard le 30 juin.

Les inscriptions sont reçues :

— pour la série I de la première session, du 1<sup>er</sup> au 15 septembre inclus;

— pour la série II de la première session :

- a) du 1<sup>er</sup> au 15 septembre inclus, pour les candidats visés à l'article 10, 2°, a et b;

- b) du 20 au 28 octobre inclus pour les candidats visés à l'article 10, 2°, b, qui, dans les délais fixés par l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, ont introduit une demande d'équivalence comprenant toutes les pièces permettant son examen et n'ont pas obtenu leur dépêche d'équivalence ou l'avis de la Commission d'homologation avant le 1er septembre et n'ont donc pas pu s'inscrire durant la période visée au point a ci-dessus;

— pour la seconde session, du 16 au 25 février inclus.

**Art. 2.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. La première session comporte deux séries d'examens :

1° la série I pour la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur, enseignement général;

2° la série II pour la délivrance du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur. La seconde session porte uniquement sur la série I. »

**Art. 3.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. Sont admissibles aux examens :

1° de la série I :

a) les élèves qui ont fréquenté la cinquième et la sixième année de l'enseignement général, technique ou artistique ou la cinquième, la sixième année et la septième années de l'enseignement professionnel;

b) les élèves qui ont suivi l'enseignement à domicile conformément à l'arrêté du 17 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile et qui sont âgés de 17 ans au moins;

c) tout candidat âgé au moment de l'inscription à l'examen, de 18 ans accomplis;

2° de la série II :

a) les titulaires du seul certificat d'enseignement secondaire supérieur obtenu dans les formes d'enseignement général, technique ou artistique, au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992-1993, dans un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice organisé ou subventionné par la Communauté française ou obtenu au plus tard à la fin d'année civile 1993, devant le jury de la Communauté française;

b) les détenteurs d'un titre d'études pour lequel l'avis de la commission d'homologation ou la décision d'équivalence, prise en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, limite les possibilités d'accès soit à l'enseignement supérieur de type court, soit à certaines catégories de l'enseignement supérieur de type long, soit à certains secteurs ou domaines d'études de l'enseignement universitaire. »

**Art. 4.** A l'article 13 du même arrêté, le terme "secondaire" est remplacé par le terme "obligatoire".

**Art. 5.** A l'article 14 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. Ces droits ne sont remboursables en aucun cas. Ils ne peuvent être reportés à une session ultérieure, sauf en cas d'empêchement d'ordre médical. Ils seront acquittés lors de chaque inscription.

§ 3. Le paiement doit être effectué au numéro de compte 091-2110515-18 du Ministère de la Communauté française, Direction générale de l'enseignement obligatoire, Service général de l'organisation matérielle et financière et des structures de l'Enseignement secondaire, 1010 Bruxelles. La preuve originale du paiement sera jointe au dossier et fera apparaître le numéro de compte bénéficiaire, les nom et prénoms du demandeur et le motif du paiement. »;

2° le paragraphe 4 est abrogé.

**Art. 6.** Le paragraphe 2 de l'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le candidat visé à l'article 10, 2°, a, devra mentionner la date de l'homologation de son diplôme ou certificat. »

**Art. 7.** A l'article 19 du même arrêté, les termes "par l'arrêté royal du 11 mai 1987 relatif à l'octroi du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur" sont remplacés par les termes "par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 février 1995 relatif à l'octroi du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur".

**Art. 8.** L'article 34 du même arrêté est abrogé.

**Art. 9.** A l'article 35, les termes "sans être inscrit en même temps à ceux de la série 1" sont abrogés.

**Art. 10.** L'article 36 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 36. Aucun duplicata des certificats et diplômes conférés par le jury n'est délivré. Un extrait du registre des délibérations confirmant qu'un certificat ou un diplôme a été délivré peut être obtenu sur récépissé du versement de 2000 francs au compte 091-2110515-18 du Ministère de la Communauté française, Direction générale de l'Enseignement obligatoire, Service général de l'organisation matérielle et financière et des structures de l'Enseignement secondaire, 1010 Bruxelles. La preuve originale du paiement sera jointe au dossier et fera apparaître le numéro de compte bénéficiaire, les nom et prénoms du demandeur et le motif du paiement. »

**Section 2.** — Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire (troisième section : enseignements secondaires supérieurs technique, artistique et professionnel)

**Art. 11.** L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (troisième section : enseignements secondaires supérieurs technique, artistique et professionnel) est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. Deux sessions annuelles d'examens sont organisées.

La première session débute le 7 septembre et se termine au plus tard le 15 janvier.

La seconde session débute le 16 janvier et se termine au plus tard le 30 juin.

Les inscriptions sont reçues :

— pour la série A de la première session, du 1er au 15 septembre inclus;

— pour la série B de la première session :

a) du 1<sup>er</sup> au 15 septembre inclus, pour les candidats visés à l'article 10, 2°, a, b et c;

b) du 20 au 28 octobre inclus pour les candidats visés à l'article 10, 2, c, qui, dans les délais fixés par l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, ont introduit une demande d'équivalence comprenant toutes les pièces permettant son examen et n'ont pas obtenu leur dépêche d'équivalence ou l'avis de la Commission d'homologation avant le 1<sup>er</sup> septembre et n'ont donc pas pu s'inscrire durant la période visée au point ci-dessus :

- pour la seconde session, du 16 au 25 janvier inclus. »

**Art. 12.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Chaque session comporte deux séries d'examens :

1° la série A pour la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement secondaire technique, artistique ou professionnel);

2° la série B pour la délivrance du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur. »

**Art. 13.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. Sont admissibles aux examens de la série A des 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> sessions :

1° les élèves qui ont fréquenté la cinquième et la sixième année de l'enseignement technique ou artistique ou la cinquième, la sixième année et la septième années de l'enseignement professionnel;

2° les élèves qui ont suivi l'enseignement à domicile conformément à l'arrêté du 17 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile et qui sont âgés de 17 ans au moins;

3° tout candidat âgé au moment de l'inscription à l'examen, de 18 ans accomplis.

Sont admissibles aux examens de la série B de la 1<sup>re</sup> session :

1° les titulaires du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré à la fin de la septième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel ou de la première année de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice organisé ou subventionné par la Communauté française;

2° les titulaires du certificat d'enseignement secondaire supérieur, enseignement professionnel délivré par le jury de la Communauté française;

3° les détenteurs d'un titre d'études pour lequel a été prise, en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, une décision d'équivalence au titre d'études visé au point 1° ci-dessus.

Sont admissibles aux examens de la série B de la deuxième session les titulaires du certificat d'enseignement secondaire supérieur, enseignement professionnel délivré par le jury de la Communauté française lors de la même session. »

**Art. 14.** A l'article 13 du même arrêté, le terme "secondaire" est remplacé par le terme "obligatoire".

**Art. 15.** Les paragraphes 2 et 3 de l'article 14 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. Ces droits ne sont remboursables en aucun cas. Ils ne peuvent être reportés à une session ultérieure, sauf en cas d'empêchement d'ordre médical.

§ 3. Le paiement doit être effectué au numéro de compte 091-2110515-18 du Ministère de la Communauté française, Direction Générale de l'enseignement obligatoire, Service général de l'organisation matérielle et financière et des structures de l'enseignement secondaire, 1010 Bruxelles. La preuve originale du paiement sera jointe au dossier et fera apparaître le numéro de compte bénéficiaire, les nom et pronom du demandeur et le motif du paiement.

**Art. 16.** A l'article 19 du même arrêté, les termes "par l'arrêté royal du 11 mai 1987 relatif à l'octroi de diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur" sont remplacés par les termes "par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 février 1995 relatif à l'octroi du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur".

**Art. 17.** L'article 27 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Le candidat absent à un examen n'est pas autorisé à présenter les examens suivants du groupe d'épreuves concerné. »

**Art. 18.** L'article 33 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 33. En ce qui concerne les examens de la série A, le jury délibère à l'issue des épreuves de chaque groupe.

Lorsque l'examen sur une matière comporte une épreuve écrite et une épreuve orale, le pourcentage est calculé sur l'ensemble des deux épreuves.

Est ipso facto ajourné, le candidat qui n'a pas participé à l'ensemble des épreuves du groupe.

Est admis à l'issue de chacun des groupes, le candidat qui a obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches du groupe concerné et au moins 50 % dans chacune des branches.

Est ajourné, à l'issue de chacun des groupes :

— le candidat qui a obtenu moins de 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches du groupe;

— le candidat qui a obtenu moins de 40 % dans une ou plusieurs branches des premier et deuxième groupes;

— le candidat qui a obtenu moins de 50 % dans une des branches du troisième groupe.

Fait l'objet d'une décision prise en délibération, le candidat qui, ayant obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches du groupe concerné, a obtenu entre 40 et 50 % dans une ou plusieurs branches du premier ou du deuxième groupe.

Le candidat déclaré admis à l'issue d'un groupe d'épreuves reçoit une attestation de réussite partielle.

La délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur est soumise à la réussite des trois groupes d'épreuves attachées au même programme présenté, à condition que les attestations de réussite partielle aient été obtenues dans un délai de cinq ans maximum, à dater de la réussite du premier groupe d'épreuves.

Dans l'éventualité où ce délai serait écoulé, le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses compétences, suite à une demande motivée du candidat concerné, peut, à titre exceptionnel, décider d'accorder une dérogation à cette limitation dans le temps. Il précisera à l'intéressé le nouveau délai octroyé et les éventuelles conditions assorties à cette dérogation.

Le candidat ajourné peut obtenir des dispenses d'interrogation pour les branches dans lesquelles il a obtenu 60 % des points, lorsqu'il s'inscrit à nouveau pour le groupe d'épreuves concentré, sur base du même programme présenté. Ces dispenses ne pourront être accordées qu'au candidat ayant participé à tous les examens relatifs au groupe d'épreuves considéré. Les dispenses, accordées après délibération du jury, seront acquises pour les quatre sessions suivantes.

Un candidat ayant obtenu des dispenses d'interrogation pour des branches d'un groupe d'épreuves sur base d'un programme et qui présenterait le même groupe d'épreuves sur base d'un autre programme, peut solliciter auprès du président du jury le maintien de ces dispenses.

Le président du jury, suite à une demande motivée du candidat concerné, peut, à titre exceptionnel, décider d'accorder une dérogation qui permettra à l'intéressé de conserver le bénéfice des dispenses pour les branches concernées. »

**Art. 19.** L'article 36 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 36. Aucun duplicata des certificats et diplômes conférés par le jury n'est délivré. Un extrait du registre des délibérations confirmant qu'un certificat ou un diplôme a été délivré peut être obtenu sur récépissé du versement de 2000 francs au compte 091-2110515-18 du Ministère de la Communauté française, Direction générale de l'Enseignement obligatoire, Service général de l'organisation matérielle et financière et des structures de l'Enseignement secondaire, 1010 Bruxelles. La preuve originale du paiement sera jointe au dossier et fera apparaître le numéro de compte bénéficiaire, les nom et prénoms du demandeur et le motif du paiement. »

*Section 3.* — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 décembre 1997 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignement secondaire du deuxième degré général, technique de transition et de qualification, artistique de transition et de qualification et professionnel)

**Art. 20.** L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 décembre 1997 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignement secondaire du deuxième degré général, technique de transition et de qualification, artistique de transition et de qualification et professionnel) est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. Deux sessions annuelles d'examens sont organisées.

La première session débute le 1er septembre et se termine au plus tard le 15 janvier.

La seconde session débute le 16 janvier et se termine au plus tard le 30 juin.

Les inscriptions sont reçues :

— pour la première session, du 1<sup>er</sup> au 15 septembre inclus;

— pour la seconde session, du 16 au 31 janvier inclus. »

**Art. 21.** L'article 14, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le paiement doit être effectué au numéro de compte 091-2110515-18 du Ministère de la Communauté française, Direction générale de l'Enseignement obligatoire, Service général de l'organisation matérielle et financière et des structures de l'Enseignement secondaire, 1010 Bruxelles. La preuve originale du paiement sera jointe au dossier et fera apparaître le numéro de compte bénéficiaire, les nom et prénoms du demandeur et le motif du paiement. »

*Section 4.* — Modification à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mars 1998 portant nomination des membres non-permanents du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire

**Art. 22.** L'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mars 1998 portant nomination des membres non-permanents du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire est complété par un article 5 libellé comme suit :

« Article 5. Les membres non-permanents nommés par les articles 1<sup>er</sup>, 2 ou 3 dans une des trois sections du jury sont habilités à interroger dans les trois sections du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire. »

**Art. 23.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1999.

**Art. 24.** Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education,  
Mme L. ONKELINX

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2594

[C — 99/29426]

**31 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de regeling inzake de examencommissies van de Franse Gemeenschap die voor het secundair onderwijs bevoegd zijn**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de decreten van 5 september 1994 en 17 juli 1998, en artikel 6 bis, ingevoegd bij de wet van 31 juli 1975 en gewijzigd bij het decreet van 31 mei 1989;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 juni 1989 houdende inrichting van de examencommissie van de Franse Gemeenschap van het secundair onderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 16 november 1990 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 februari 1995, 9 mei 1995 en 31 december 1997;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (tweede afdeling : algemeen hoger secundair onderwijs), gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 23 november 1990 en 20 november 1991 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1994, 20 februari 1995, 13 februari 1996, 24 februari 1997, 6 mei 1997 en 31 december 1997;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (derde afdeling : hoger secundair technisch, kunst- en beroepsonderwijs), gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 23 november 1990 en 20 november 1991 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 februari 1995 en 13 februari 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 februari 1995 betreffende de toekenning van het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 december 1997 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : secundair onderwijs van de tweede graad : algemeen onderwijs, technisch onderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), kunstonderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), en beroepsonderwijs);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 maart 1998 houdende benoeming van de niet vaste leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1999 over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van één maand moet worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 mei 1999 met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het onderwijs,

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 mei 1999,

Besluit :

*Afdeling 1.* — Wijzigingen in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (tweede afdeling : algemeen hoger secundair onderwijs)

**Artikel 1.** Artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (tweede afdeling : algemeen hoger secundair onderwijs), wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. Twee jaarlijkse examenzittijden worden georganiseerd.

De eerste zitting begint op 1 september en eindigt uiterlijk op 15 februari.

De tweede zitting begint op 16 februari en eindigt uiterlijk op 30 juni.

De inschrijvingen worden ontvangen :

— voor reeks I van de eerste zitting, van 1 tot en met 15 september;

— voor reeks II van de eerste zitting :

- a) van 1 tot en met 15 september, voor de kandidaten bedoeld in artikel 10, 2°, a en b;

- b) van 20 tot en met 28 oktober, voor de kandidaten bedoeld in artikel 10, 2°, b, die, binnen de termijn bepaald bij het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, een aanvraag om gelijkwaardigheid hebben ingediend die alle stukken omvat die het onderzoek ervan mogelijk maken, en die het gelijkwaardigheidsbericht of het advies van de homologatiecommissie vóór 1 september niet hebben ontvangen en zich bijgevolg niet gedurende de periode bedoeld in punt a hierboven hebben kunnen laten inschrijven;

— voor de tweede zitting, van 16 tot en met 25 februari. »

**Art. 2.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. De eerste zitting bestaat uit twee examenreeksen :

1° reeks I voor het uitreiken van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, algemeen onderwijs;

2° reeks II voor het uitreiken van het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs.

De tweede zitting heeft uitsluitend betrekking op reeks I'.

**Art. 3.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10. Worden toegelaten tot de examens :

1° van reeks I :

a) de leerlingen die het vijfde en het zesde jaar van het algemeen, technisch of kunstonderwijs hebben gevolgd of het vijfde, zesde en zevende jaar van het beroepsonderwijs hebben gevolgd;

b) de leerlingen die het onderwijs thuis hebben gevolgd overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs thuis en die ten minste 17 jaar oud zijn;

c) iedere kandidaat die op het ogenblik van de inschrijving voor het examen, de volle leeftijd van achttien jaar heeft bereikt;

2° van reeks II :

a) de houders van alleen het getuigschrift van hoger secundair onderwijs dat in het algemeen, technisch of kunstonderwijs uiterlijk aan het einde van het schooljaar 1992-1993 werd behaald in een inrichting voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde secundair onderwijs met volledig leerplan of uiterlijk aan het einde van het burgerlijk jaar 1993 vóór de examencommissie van de Franse Gemeenschap werd behaald;

b) de houders van een bekwaamheidsbewijs waarvoor het advies van de homologatiecommissie of de gelijkwaardigheidsbeslissing, genomen met toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, de mogelijkheden beperkt voor de toegang ofwel tot het hoger onderwijs van het korte type, ofwel tot sommige categorieën van het hoger onderwijs van het lange type, ofwel tot sommige studiesectoren of -gebieden van het universitair onderwijs. »

**Art. 4.** In artikel 13 van hetzelfde besluit, wordt het woord "secundair" vervangen door het woord "verplicht".

**Art. 5.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragrafen 2 en 3 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. Deze rechten zijn in geen geval terugbetaalbaar. Ze mogen niet naar een latere zittijd worden overgedragen, behoudens verhindering van medische aard. Ze moeten bij elke inschrijving worden betaald.

§ 3. De betaling moet worden verricht op het rekeningnummer 091-2110515-18 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, Algemene Directie Verplicht Onderwijs, Algemene Dienst voor de materiële en financiële organisatie en de structuren van het secundair onderwijs, 1010 Brussel. Het originele betalingsbewijs wordt gevoegd bij het dossier en geeft het rekeningnummer van de begunstigde, de naam en voornamen van de aanvrager en de reden van de betaling op. »

2° paragraaf 4 wordt opgeheven.

**Art. 6.** Paragraaf 2 van artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De kandidaat bedoeld in artikel 10, 2°, a), moet de datum van de homologatie van zijn diploma of getuigschrift vermelden. »

**Art. 7.** In artikel 19 van hetzelfde besluit, worden de woorden "in het koninklijk besluit van 11 mei 1987 betreffende de toekenning van het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs" vervangen door de woorden "in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 februari 1995 betreffende de toekenning van het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs. »

**Art. 8.** Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 9.** In artikel 35, worden de woorden "zonder terzelfdertijd ingeschreven te zijn voor die van reeks 1" opgeheven.

**Art. 10.** Artikel 36 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 36. Van de getuigschriften en diploma's, uitgereikt door de examencommissie, worden geen duplicaten afgegeven. Een uittreksel uit het notulenboek ter bevestiging dat een getuigschrift of diploma werd uitgereikt, kan bekomen worden op voorlegging van het bewijs van storting van 2000 frank op de rekening 091-2110515-18 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, Algemene Directie Verplicht Onderwijs, Algemene Dienst voor de materiële en financiële organisatie en de structuren van het secundair onderwijs, 1010 Brussel. Het originele betalingsbewijs wordt gevoegd bij het dossier en geeft het rekeningnummer van de begunstigde, de naam en voornamen van de aanvrager en de reden van de betaling op. »

*Afdeling 2.* — Wijzigingen in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (derde afdeling : hoger secundair technisch, kunst- en beroepsonderwijs)

**Art. 11.** Artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (derde afdeling : hoger secundair technisch, kunst- en beroepsonderwijs), wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. Twee jaarlijkse examenzittijden worden georganiseerd.

De eerste zittijd begint op 1 september en eindigt uiterlijk op 15 januari.

De tweede zittijd begint op 16 februari en eindigt uiterlijk op 30 juni.

De inschrijvingen worden ontvangen :

— voor reeks A van de eerste zittijd, van 1 tot en met 15 september;

— voor reeks B van de eerste zittijd :

- a) van 1 tot en met 15 september, voor de kandidaten bedoeld in artikel 10, 2°, a, b en c;

- b) van 20 tot en met 28 oktober, voor de kandidaten bedoeld in artikel 10, 2, c, die, binnen de termijn bepaald bij het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, een aanvraag om gelijkwaardigheid hebben ingediend die alle stukken omvat die het onderzoek ervan mogelijk maken, en die het gelijkwaardigheidsbericht of het advies van de homologatiecommissie vóór 1 september niet hebben ontvangen en zich bijgevolg niet gedurende de periode bedoeld in het hierboven bedoelde punt hebben kunnen laten inschrijven;

— voor de tweede zitting, van 16 tot en met 25 januari. »

**Art. 12.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. De eerste zitting bestaat uit twee examenreeksen :

1° reeks A voor het uitreiken van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs);

2° reeks B voor het uitreiken van het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs. »

**Art. 13.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10. Worden toegelaten tot de examens van reeks A van de 1ste en 2de zittingen :

1° de leerlingen die het vijfde en het zesde jaar van het technisch of kunstonderwijs hebben gevolgd of het vijfde, zesde en zevende jaar van het beroepsonderwijs hebben gevolgd;

2° de leerlingen die het onderwijs thuis hebben gevolgd overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs thuis en die ten minste 17 jaar oud zijn;

3° iedere kandidaat die op het ogenblik van de inschrijving voor het examen, de volle leeftijd van achttien jaar heeft bereikt;

Worden toegelaten tot de examens van reeks B van de 1ste zitting :

1° de houders van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs dat werd uitgereikt aan het einde van het zevende studiejaar van het beroepssecundair onderwijs of van het eerste jaar van het aanvullend beroepssecundair onderwijs door een inrichting voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde secundair onderwijs met volledig leerplan;

2° de houders van het getuigschrift van het hoger beroepssecundair onderwijs, uitgereikt door de examencommissie van de Franse Gemeenschap;

3° de houders van een bekwaamheidsbewijs waarvoor, met toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, een beslissing werd genomen tot gelijkwaardigheid met het in punt 1° hierboven bedoelde bekwaamheidsbewijs.

Worden toegelaten tot de examens van reeks B van de tweede zitting, de houders van het getuigschrift van hoger beroepssecundair onderwijs, uitgereikt door de examencommissie van de Franse Gemeenschap bij dezelfde zitting. »

**Art. 14.** In artikel 13 van hetzelfde besluit, wordt het woord "secundair" vervangen door het woord "verplicht".

**Art. 15.** De paragrafen 2 en 3 van artikel 14 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. Deze rechten zijn in geen geval terugbetaalbaar. Ze mogen niet naar een latere zitting worden overgedragen, behoudens verhindering van medische aard.

§ 3. De betaling moet worden verricht op het rekeningnummer 091-2110515-18 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, Algemene Directie Verplicht Onderwijs, Algemene Dienst voor de materiële en financiële organisatie en de structuren van het secundair onderwijs, 1010 Brussel. Het originele betalingsbewijs wordt gevoegd bij het dossier en geeft het rekeningnummer van de begunstigde, de naam en voornamen van de aanvrager en de reden van de betaling op. »

**Art. 16.** In artikel 19 van hetzelfde besluit, worden de woorden "in het koninklijk besluit van 11 mei 1987 betreffende de toekenning van het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs" vervangen door de woorden "in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 februari 1995 betreffende de toekenning van het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs. »

**Art. 17.** Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgend lid :

« De kandidaat die bij een examen afwezig is, mag de volgende examens van de betrokken groep proeven niet afleggen. »

**Art. 18.** Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 33. Voor de examens van reeks A, beraadslaagt de examencommissie na de proeven van elke groep.

Wanneer het examen over een bepaalde leerstof uit een schriftelijk en een mondeling deel bestaat, wordt het percentage berekend op grond van het geheel van beide proeven.

Wordt ipso facto verdaagd, de kandidaat die niet aan het geheel van de proeven van de groep heeft deelgenomen.

Na elk van de groepen wordt toegelaten, de kandidaat die ten minste 50 % heeft behaald van het totaal aantal punten die voor het geheel van de vakken van de betrokken groep worden toegekend en ten minste 50 % in elk van de vakken.

Na elk van de groepen wordt verdaagd :

— de kandidaat die ten minste 50 % heeft behaald van het totaal aantal punten die voor het geheel van de vakken van de groep worden toegekend;

— de kandidaat die ten minste 40 % heeft behaald in één of meer vakken van de eerste en tweede groepen;

— de kandidaat die ten minste 50 % heeft behaald in één van de vakken van de derde groep.

Er wordt beraadslaagd over de kandidaat die ten minste 50 % heeft behaald van het totaal aantal punten toegekend op het geheel van de vakken van de betrokken groep, en die tussen 40 % en 50 % heeft behaald in één of meer vakken van de eerste of de tweede groep.

De kandidaat die na een groep proeven als toegelaten wordt verklaard, bekomt een deelattest.

Om het getuigschrift van hoger secundair onderwijs te behalen, moet de kandidaat geslaagd zijn voor de drie examengroepen over hetzelfde voorgelegde programma, op voorwaarde dat de deelattesten, binnen een periode van ten hoogste vijf jaar, vanaf de datum van het slagen voor de eerste examengroep, zijn behaald.

Is die termijn verstreken, dan kan de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, op een met redenen omklede beslissing van de betrokken kandidaat, uitzonderlijk beslissen een afwijking van die tijdsbeperking toestaan. Hij zal de nieuwe toegekende termijn aan betrokkene mededelen alsook de voorwaarden die eventueel met die afwijking gepaard gaan.

De kandidaat die verdaagd werd, kan vrijstelling van ondervraging bekomen voor de vakken waarvoor hij 60 % van de punten heeft behaald, indien hij zich opnieuw inschrijft voor bedoelde examengroep op basis van hetzelfde voorgelegde programma. Vrijstellingen worden alleen toegekend aan de kandidaat die deelgenomen heeft aan alle examens van bedoelde examengroep. De vrijstellingen toegekend na beraadslaging van de examencommissie blijven gelden voor de vier volgende zittijden.

Een kandidaat die vrijstelling van ondervraging heeft bekomen voor de vakken van een examengroep op grond van een programma en die dezelfde examengroep zou afleggen op grond van een ander programma, kan bij de voorzitter het behoud van die vrijstelling aanvragen.

Op een met redenen omklede aanvraag van de betrokken kandidaat, kan de voorzitter van de examencommissie uitzonderlijk beslissen een afwijking toe te staan waarbij de betrokkene het voordeel van de vrijstellingen voor de bedoelde vakken zal blijven genieten. »

**Art. 19.** Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 36. Van de getuigschriften en diploma's, uitgereikt door de examencommissie, worden geen duplicaten afgegeven. Een uittreksel uit het notulenboek ter bevestiging dat een getuigschrift of diploma werd uitgereikt, kan bekomen worden op voorlegging van het bewijs van storting van 2000 frank op de rekening 091-2110515-18 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, Algemene Directie Verplicht Onderwijs, Algemene Dienst voor de materiële en financiële organisatie en de structuren van het secundair onderwijs, 1010 Brussel. Het originele betalingsbewijs wordt gevoegd bij het dossier en geeft het rekeningnummer van de begunstigde, de naam en voornamen van de aanvrager en de reden van de betaling op. »

*Afdeling 3.* — Wijzigingen in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 december 1997 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : secundair onderwijs van de tweede graad : algemeen onderwijs, technisch onderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), kunstonderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), en beroepsonderwijs

**Art. 20.** Artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 december 1997 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : secundair onderwijs van de tweede graad : algemeen onderwijs, technisch onderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), kunstonderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), en beroepsonderwijs, wordt vervangen door de volgende bepaling :

Artikel 8. Twee jaarlijkse examenzittijden worden georganiseerd.

De eerste zitting begint op 1 september en eindigt uiterlijk op 15 januari.

De tweede zitting begint op 16 januari en eindigt uiterlijk op 30 juni.

De inschrijvingen worden ontvangen :

— voor de eerste zitting, van 1 tot en met 15 september;

— voor de tweede zitting, van 16 tot en met 31 januari. »

**Art. 21.** Artikel 14, lid 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De betaling moet worden verricht op het rekeningnummer 091-2110515-18 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, Algemene Directie Verplicht Onderwijs, Algemene Dienst voor de materiële en financiële organisatie en de structuren van het secundair onderwijs, 1010 Brussel. Het originele betalingsbewijs wordt gevoegd bij het dossier en geeft het rekeningnummer van de begunstigde, de naam en voornamen van de aanvrager en de reden van de betaling op. »

*Afdeling 4.* — Wijziging in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 maart 1998 houdende benoeming van de niet vaste leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs

**Art. 22.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 maart 1998 houdende benoeming van de niet vaste leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs wordt aangevuld met een artikel 5, luidend als volgt :

« Artikel 5. De niet vaste leden benoemd door de artikelen 1, 2 of 3 in één van de drie afdelingen van de examencommissie mogen ondervragen in de drie afdelingen van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs. »

**Art. 23.** Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1999.

**Art. 24.** De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs,  
Mevr. L. ONKELINX